Pesticides : La fin des Ã©valuations rÃ©guliÃ¨res de SantÃ© Canada inquiÃ¨te

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
December 2025

Des chercheurs et des organisations non gouvernementales s'inquiÃ¨tent de l'intention du gouvernement fÃ©dÃ©ral d'arrÃªter la rÃ©Ã©valuation rÃ©guliÃ¨re des pesticides. Dans une lettre publiÃ©e le 18 dÃ©cembre, ils demandent au Canada deÂ "choisir la science et la santÃ© plutÃ´t que les lobbyistes". Ottawa assure que sa rÃ©forme renforcera la surveillance.

La trentaine de signataires, provenant de diffÃ©rentes provinces, exhortent le gouvernement fÃ©dÃ©ral Ã renoncer aux mesures annoncÃ©es dans le dernier budget, qui, selon eux, visent Ã affaiblir le processus canadien de rÃ©glementation des pesticides. DÃ©but novembre, Ottawa a dÃ©clarÃ© vouloir changer la loi pour supprimer les rÃ©Ã©valuations cycliques des pesticides et faciliter ainsi une surveillance moderne fondÃ©e sur le risque. Actuellement, SantÃ© Canada rÃ©Ã©value chaque pesticide tous les 15 ans pour s'assurer qu'il continue de rÃ©pondre aux normes en vigueur et ne pose pas de risques pour la santÃ© humaine et l'environnement. Avec la rÃ©forme, le rendez-vous rÃ©gulier de rÃ©Ã©valuation n'existerait plus. Par exemple, en 2017, l'herbicide glyphosate a Ã©tÃ© rÃ©autorisÃ© pour 15 ans aprÃ¨s un de ces examens. Les signataires de la lettre rappellent que des controverses rÃ©centes sur les herbicides Ã base de glyphosate mettent en lumiÃ¨re des failles rÃ©glementaires. SantÃ© Canada a reconnu avoir utilisÃ© une Ã©tude frauduleuse qui concluait que le produit n'Ã©tait pas dangereux.

Une semaine auparavant, d'autres chercheurs avaient publiÃ© une lettre dans le quotidienÂ Le DevoirÂ pour dÃ©noncer la rÃ©forme. Ils rappelaient que plus de 7 000 pesticides sont enregistrÃ©s au Canada et que la rÃ©Ã©valuation cyclique est la pierre angulaire du maintien de la sÃ©curitÃ©.

Radio-Canada